



ONU HABITAT Assemblée du Programme
des Nations Unies pour
les établissements humains

Distr. limitée
30 mai 2019

Français
Original : anglais

Assemblée du Programme des Nations Unies
pour les établissements humains
Première session
Nairobi, 27–31 mai 2019

**Projet de rapport de l'Assemblée du Programme des Nations
Unies pour les établissements humains à sa première session**

Additif

Annexe []

**Résumé du débat de haut niveau établi par la Présidente
de l'Assemblée du Programme des Nations Unies pour
les établissements humains**

1. Les ministres et autres représentants de haut niveau ont prononcé des déclarations concernant le thème de la première session de l'Assemblée d'ONU-Habitat, « L'innovation au service d'une meilleure qualité de vie au sein des villes et des communautés », et son thème subsidiaire, « Accélérer la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes en vue de la réalisation des objectifs de développement durable ».
2. Les représentants ont largement remercié le pays hôte pour son hospitalité et la Directrice exécutive et son équipe pour l'organisation de la session et le choix du thème et du thème subsidiaire, que de nombreux représentants ont jugé opportun et pertinent.
3. De nombreux représentants se sont félicités de la nouvelle structure de gouvernance, plus efficace et transparente, d'ONU-Habitat, certaines représentantes soulignant la nécessité de mettre l'accent sur les questions de genre, et ont déclaré que leurs gouvernements étaient pleinement favorables au lancement d'un nouveau plan stratégique pour la période 2020-2025 qui pourrait guider les États membres dans leurs efforts pour mettre en œuvre le Nouveau Programme pour les villes et réaliser les objectifs de développement durable, en particulier l'objectif 11. Plusieurs représentants, dont un s'exprimant au nom d'un groupe de pays, ont décrit la première session de l'Assemblée d'ONU-Habitat comme une occasion d'échanger des idées et des connaissances pour faire avancer le Nouveau Programme pour les villes, d'autres ajoutant qu'il offrait également la possibilité de mobiliser un appui international pour des projets innovants et des activités de renforcement des capacités institutionnelles afin de répondre aux besoins urgents des populations locales. Une représentante, s'exprimant au nom d'un groupe de pays, a souligné que ces pays avançaient bien dans la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes grâce à de multiples partenariats et plans d'action au niveau local, à l'élaboration de nouvelles définitions des établissements humains par ONU-Habitat et d'autres organismes intergouvernementaux, et aux efforts déployés pour favoriser la coopération de ville à ville pour le partage de solutions urbaines durables.
4. La plupart des représentants ont appelé l'attention sur les principaux problèmes que posait l'urbanisation rapide, en particulier dans les pays en développement, parmi lesquels l'extrême pauvreté, les inégalités, l'exclusion sociale, les changements climatiques, la dégradation de l'environnement et le mauvais état de santé, qui invitaient à prendre des mesures audacieuses, ambitieuses et créatives. Une représentante, s'exprimant au nom d'un groupe de pays, a fait savoir que les mesures prises par ces pays étaient axées sur des domaines comme l'économie circulaire, la

mobilité, l'égalité des chances et une transition écologique qui soit socialement juste et inclusive. De nombreux représentants, dont un s'exprimant au nom d'un groupe de pays, ont souligné l'importance du développement urbain comme moyen de permettre aux villes de jouer le rôle de moteurs d'une croissance durable inclusive et de l'innovation, plusieurs représentants ajoutant qu'il était essentiel de maintenir la paix et la sécurité. Certains représentants ont toutefois souligné que nombre de pays peinaient à capitaliser sur ce potentiel faute d'avoir les connaissances et moyens nécessaires, l'un d'eux déclarant qu'ONU-Habitat avait un rôle clef à jouer dans le renforcement des capacités, la fourniture de compétences techniques et la facilitation du partage des expériences entre les centres urbains. Plusieurs représentants de pays sortant d'un conflit et confrontés à des mouvements massifs de déplacés internes et de réfugiés arrivant d'autres pays déchirés par la guerre ont appelé l'attention sur les problèmes particuliers que ces situations posaient du point de vue de leur stabilité sociale et économique et de leur aptitude à fournir des services essentiels adéquats.

5. Tous les représentants qui se sont exprimés ont mis en avant les mesures que les gouvernements prenaient pour élaborer et adopter des politiques, stratégies et programmes nationaux d'aménagement urbain visant à créer des environnements urbains inclusifs, sûrs et vivables axés sur les citoyens, en insistant particulièrement, entre autres, sur des logements abordables pour tous ; l'accès aux services essentiels, dont l'eau propre, l'assainissement et des systèmes de gestion des déchets ; des systèmes de transports en commun efficaces ; l'efficacité énergétique ; une consommation et une production durables ; le renforcement de la résilience aux changements climatiques ; et des mesures visant à lutter contre la dégradation de l'environnement. Parmi les mesures spécifiques citées figuraient l'adoption de politiques nationales de développement urbain qui étaient liées à l'objectif de développement durable 11 et au Nouveau Programme pour les villes ; des programmes pour la construction de nouvelles villes ; l'établissement de cadres pour guider l'investissement dans les infrastructures socioéconomiques ; la fourniture d'une assistance aux gouvernements locaux pour améliorer les conditions de vie dans les quartiers de taudis ; l'élaboration de stratégies et plans d'action pour des villes intelligentes, ainsi que de cadres innovants, intégrant des données ouvertes et des outils pour le développement territorial et de nouveaux instruments et outils de modélisation ; des partenariats avec des organes de recherche et le milieu universitaire pour promouvoir des solutions urbaines vertes et le rôle des régions et des villes dans l'instauration d'une économie sans effet sur le climat ; un aménagement durable du territoire ; des initiatives pour promouvoir la sécurité des droits fonciers, en mettant l'accent sur les droits des femmes ; des études visant à mettre en lumière les liens entre zones rurales et urbaines ; et la rénovation urbaine, l'aide humanitaire et d'autres mesures visant à répondre aux besoins spécifiques des pays se trouvant dans des zones et régions sismiques touchées par les effets des changements climatiques, des catastrophes naturelles et de la migration de masse, y compris de rapatriés après un conflit.

6. La plupart des représentants qui se sont exprimés se sont engagés à continuer de participer et de contribuer aux activités d'ONU-Habitat ; de nombreux représentants ont également remercié ONU-Habitat pour son appui et son aide constants ; et plusieurs représentants se sont dits disposés à partager avec toutes les parties intéressées leur expérience sur la façon de traiter les complexités liées à la gestion durable des villes.

7. La représentante du Koweït a annoncé que son gouvernement verserait 100 000 dollars pour financer les coûts nécessaires au succès de la première session de l'Assemblée d'ONU-Habitat.

8. Le représentant du Kenya a dit que son gouvernement avait versé 500 000 dollars pour financer la participation des pays les moins avancés. Il a vivement engagé les États membres et partenaires à faire de même.

9. [À compléter]

Annexe []

Résumé des segments de haut niveau établi par la Présidente de l'Assemblée du Programme des Nations Unies pour les établissements humains

10. À ses 5^e et 6^e réunions plénières, tenues dans la matinée et dans l'après-midi du mercredi 29 mai 2019, l'Assemblée d'ONU-Habitat a organisé quatre dialogues de haut niveau. Le premier dialogue, sur le thème spécial de la session, « L'innovation au service d'une meilleure qualité de vie au sein des villes et des communautés », a été suivi de trois séances interactives : un débat de politique générale de haut niveau consacré à la « Création d'un environnement favorable à l'innovation » ; un débat des villes et des communautés axé sur « La mise en œuvre, les partenariats et les bonnes pratiques » ; et un débat du secteur privé au sujet de « L'investissement dans l'innovation urbaine ».

I. Dialogue sur le thème spécial de la première session de l'Assemblée d'ONU-Habitat, « L'innovation au service d'une meilleure qualité de vie au sein des villes et des communautés locales »

11. Le dialogue sur le thème spécial comprenait des observations liminaires de Mme Marta Delgado Peralta (Mexique), Présidente de l'Assemblée d'ONU-Habitat ; une présentation par Mme Maimunah Mohamed Sharif, Directrice exécutive d'ONU-Habitat, concernant le rapport consacré au dialogue sur le thème spécial de la première session de l'Assemblée d'ONU-Habitat (HSP/HA/1/6) ; et une table ronde de haut niveau avec quatre chefs d'État et de gouvernement, animée par Mme Julie Gichuru. Les intervenants étaient M. Uhuru Kenyatta, Président du Kenya ; M. Salva Kiir Mayardit, Président du Soudan du Sud ; M. Josaia V. Bainimarama, Premier Ministre des Fidji ; M. Maeen Abdulmalik Saeed, Premier Ministre du Yémen ; Mme Marta Delgado Peralta (Mexique), Présidente de l'Assemblée d'ONU-Habitat ; et Mme Maimunah Mohamed Sharif.

12. Mme Delgado Peralta a déclaré que l'avenir majoritairement urbain annoncé il y a plus de 30 ans dans le rapport Brundtland était arrivé, apportant certaines des perspectives prévues, mais aussi des problèmes encore plus grands que ce que l'on avait anticipé. Les idées, les pratiques, les modes de production et de consommation, la démographie, l'éducation et la santé avaient tous évolué dans le bon sens. Mais l'aménagement urbain et l'environnement avaient été négligés, comme l'attestaient les effets grandissants des changements climatiques et le creusement des inégalités socioéconomiques. Une culture axée sur les avantages à court terme et une consommation et une production effrénées compromettaient la viabilité de la planète.

13. Certains des scénarios pessimistes se concrétiseraient effectivement, mais les rêves et aspirations utopiques pouvaient plus que jamais guider la trajectoire vers l'avenir. La récente adoption de nouveaux programmes mondiaux audacieux avait donné une vision pour la prospérité à long terme des populations et de la planète. Le Nouveau Programme pour les villes avait apporté de l'espoir, une orientation et une aspiration sur la façon dont les villes devraient être planifiées et gérées pour parvenir à un développement durable.

14. Les villes étaient des moteurs du progrès humain et social, de l'innovation, de la créativité et des libertés. On était de plus en plus conscients du potentiel de l'urbanisation pour ce qui était d'améliorer la prospérité et la qualité de vie de tous, mais pour le concrétiser, il fallait relever de nombreux défis, parmi lesquels figuraient les inégalités, l'exclusion et la marginalisation croissantes, les infrastructures insuffisantes, l'inégalité d'accès aux services sociaux et aux biens publics et le manque de perspectives pour les jeunes, les minorités et les pauvres des villes. On pouvait remédier à ces problèmes en améliorant la gouvernance, et notamment la responsabilité et la transparence ; en respectant l'état de droit ; en donnant une impulsion grâce à une vision claire et à la planification ; en assurant une coordination institutionnelle efficace ; en mettant en œuvre des solutions urbaines intégrées ; et en adoptant les instruments de suivi voulus.

15. Dans le monde globalisé d'aujourd'hui, les villes qui avaient réussi étaient celles qui avaient intégré l'innovation dans leurs initiatives de développement durable en entretenant une culture de la créativité. L'innovation devait bénéficier à tout le monde, et le Nouveau Programme pour les villes rappelait qu'une révolution porteuse de transformation était possible dans les quartiers, les communautés et les villes. L'innovation dans les technologies de pointe, les connaissances et les données et dans les nouvelles formes de participation et d'engagement concrétiserait un potentiel

inexploité, maximiserait les possibilités existantes, stimulerait la croissance économique et améliorerait la fourniture de services et la gestion des villes, tout en promouvant l'inclusion et la participation.

16. Les Nations Unies devaient tirer parti de l'élan donné par la réforme du système qui était en cours pour favoriser l'innovation nécessaire afin d'aider les pays à accélérer la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes et du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Surtout, une plus grande participation des citoyens et parties prenantes locaux s'imposait pour développer de nouvelles idées et nouer de nouvelles relations, car la créativité et l'innovation naissaient souvent au niveau local à la faveur des expériences et rencontres du quotidien. Penser local était la première étape pour parvenir à des sociétés durables.

17. Dans sa déclaration liminaire, Mme Mohamed Sharif a appelé l'attention sur le rapport de la Directrice exécutive consacré au dialogue sur le thème spécial de la première session de l'Assemblée d'ONU-Habitat (HSP/HA/1/6), qui définissait l'innovation dans le contexte du développement urbain durable comme le processus consistant à créer et à mettre en œuvre des connaissances et solutions nouvelles pour améliorer les conditions de vie. Les villes pouvaient être des incubateurs de l'innovation, ce qui était essentiel à la réalisation des objectifs de développement durable, mais aussi des terrains propices à la pauvreté, à l'exclusion et à la dégradation de l'environnement. ONU-Habitat se positionnait de plus en plus comme un centre d'excellence et d'innovation en utilisant des données spatiales, économiques, sociales et environnementales pour produire des connaissances qui permettraient aux décideurs de réaliser la transformation durable des villes. L'adoption de normes de développement urbain de pointe, contextualisées pour prendre en considération les situations locales, aurait des effets durables dans la vie de nombreux habitants des villes.

18. La prospérité des villes exigeant une vision claire et une impulsion, ainsi qu'une coordination, une mise en œuvre et une évaluation des résultats qui soient efficaces, M^{me} Mohamed Sharif a invité les participants à se pencher sur les cinq questions suivantes lors du dialogue de haut niveau : comment les villes pouvaient promouvoir l'utilisation de technologies intelligentes pour assurer les services urbains essentiels ; comment les villes pouvaient favoriser des solutions innovantes pour surmonter les dilemmes des inégalités spatiales, de la pauvreté et des changements climatiques ; ce que l'on pouvait faire pour permettre aux institutions nationales de mieux appliquer les nouvelles connaissances et solutions dans les systèmes existants ; comment ONU-Habitat pouvait faire en sorte que personne ne soit laissé de côté dans le développement des villes intelligentes ; et le rôle qu'ONU-Habitat pouvait jouer dans l'évaluation des capacités d'innovation des villes et la fourniture de conseils à ce sujet.

19. En réponse à une question de l'animatrice concernant les innovations visant à mettre en œuvre la composante logement du programme de développement du Kenya, appelé « Vision 2030 », M. Kenyatta a indiqué que son Gouvernement s'employait à changer la manière dont les logements étaient fournis – notamment les chaînes d'approvisionnement, la façon dont les logements étaient construits, un secteur du logement plus vert – et à trouver des solutions nouvelles et innovantes pour le financement des logements, afin de rendre ces derniers plus abordables et disponibles. Il a souligné qu'il était nécessaire de trouver des moyens de mobiliser le secteur privé, dans la mesure où l'objectif de son Gouvernement de construire 500 000 logements abordables ne pourrait pas être atteint grâce à ses seuls efforts.

20. En réponse à une question de l'animatrice concernant ce que le Soudan du Sud, un pays sortant d'un conflit, faisait pour mettre en œuvre le Nouveau Programme pour les villes, M. Kiir a déclaré que son pays devait repartir de zéro pour ce qui était de la planification et de la construction des logements et des infrastructures, et avait grandement besoin de l'aide de partenaires. Il a souligné qu'il était important de créer des emplois pour les jeunes dans le cadre de projets de logements et d'infrastructures.

21. Réagissant à une question concernant la manière dont les Fidji intégraient l'innovation pour aller de l'avant, M. Bainimarama a indiqué que les changements climatiques jouaient un rôle déterminant dans chaque initiative entreprise par son pays, en particulier concernant l'adaptation et la résilience des infrastructures, la réduction de l'empreinte carbone des Fidji et la préparation aux événements extrêmes tels que les cyclones. Il a mis en exergue des mesures novatrices prises afin de mobiliser des fonds pour l'adaptation, notamment une taxe environnementale et climatique spéciale et une obligation verte cotée à la Bourse de Londres, ainsi qu'une assistance d'ONU-Habitat pour obtenir un financement du Fonds pour l'adaptation afin d'appuyer un appui aux établissements urbains vulnérables.

22. Invitée par l'animatrice à faire part de leurs observations, Mme Delgado a souligné l'importance de la collaboration entre les gouvernements nationaux et les responsables locaux et Mme Sharif a déclaré que les questions du logement abordable et du financement étaient fondamentales, tout comme les partenariats avec le secteur privé et d'autres parties prenantes, des domaines visés dans le cadre du projet de plan stratégique d'ONU-Habitat pour la période 2020–2025.
23. M. Saeed a attiré l'attention sur les multiples difficultés à mettre en œuvre le Nouveau Programme pour les villes dans un pays en situation de conflit, notamment la destruction des infrastructures, la fuite des cerveaux des universités et la perte d'expertise, l'importante diminution de la population urbaine, la nécessité de gérer les flux de réfugiés et de fournir des services de base tels que l'eau, les communications, le transport, la gestion des déchets et l'électricité.
24. Interrogé par l'animatrice au sujet de la mobilisation du secteur privé, M. Kenyatta a affirmé que l'objectif des logements abordables et adéquats était impossible à atteindre sans la collaboration du secteur privé. Il a décrit les mesures prises par son Gouvernement pour créer un environnement propice, en vue de promouvoir un financement hypothécaire à plus long terme, des incitations privées pour les promoteurs et des garanties pour la participation des petites et moyennes entreprises. M. Kiir a indiqué que son Gouvernement recherchait des moyens de stimuler la croissance d'un secteur privé dans le Soudan du Sud, en commençant par attirer un nombre plus important de banques, résoudre les difficultés rencontrées dans les titres fonciers et trouver des solutions pour aider les exploitants agricoles à produire sur les terres. M. Bainimarama partageait l'avis selon lequel il était important de mobiliser le secteur privé, notant que toutes les parties prenantes avaient un rôle à jouer dans la lutte contre les changements climatiques. Les gouvernements pourraient ouvrir la voie en mettant en place des lois, des politiques et des programmes, mais un partenariat avec le secteur privé était nécessaire pour le financement ainsi que l'accès à l'expertise et aux nouvelles technologies. Avant que le conflit au Yémen ne commence, son Gouvernement avait envisagé de mettre en place une législation habilitante afin de mobiliser le secteur privé, en particulier dans le cadre de l'aménagement urbain, mais l'initiative avait dû être suspendue. Notant que des centaines de milliers de nouveaux logements étaient nécessaires dans son pays, il a indiqué que son Gouvernement étudiait les secteurs dans lesquels les infrastructures nécessitaient le plus d'améliorations afin d'attirer des investissements. Mme Sharif a mis en avant la collaboration entre ONU-Habitat et le secteur privé dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique urbaine et de travaux normatifs, ainsi que le rôle d'ONU-Habitat en tant que facilitateur, qui pourrait être utilisé pour aider à élaborer des idées de projets susceptibles d'obtenir un financement et pour faire participer le secteur privé à ces projets. Mme Delgado a souligné que, dans le cadre de la participation du secteur privé dans des projets concernant les villes et les logements, il était important d'éviter toute externalité environnementale ou sociale négative et de lutter contre la corruption par l'adoption de processus transparents.
25. En réponse à la demande faite par l'animatrice aux intervenants de faire connaître leurs engagements politiques concernant des villes durables, sûres et inclusives, ainsi que tout appel à l'action pertinent qu'ils souhaitaient lancer, M. Kiir a déclaré que le Soudan du Sud contribuait à ONU-Habitat à hauteur de 40 000 dollars et s'était engagé à favoriser un développement urbain durable. M. Bainimarama a rappelé qu'il était nécessaire de prendre des mesures plus urgentes concernant les changements climatiques, en commençant par des contributions déterminées au niveau national plus ambitieuses. M. Saeed s'est engagé à ce que les plans urbains et de logement de son Gouvernement n'entraînent pas une augmentation des émissions de carbone, a fait remarquer que 20 % des recettes des ventes de pétrole et de gaz de son pays étaient consacrés au développement local et a indiqué que plusieurs autorités locales yéménites mettaient à jour leurs plans urbains afin de tenir compte du Nouveau Programme pour les villes. Mme Sharif a réitéré l'engagement d'ONU-Habitat à obtenir les résultats visés dans le Nouveau Programme pour les villes et à travailler avec tous les niveaux de gouvernement et d'autres parties prenantes, notamment le secteur privé, en vue d'une meilleure qualité de vie pour l'ensemble du monde en pleine urbanisation. Mme Delgado a demandé instamment un appui renouvelé au multilatéralisme et aux institutions multilatérales, dans la mesure où aucune nation ne pourrait atteindre les objectifs du Nouveau Programme pour les villes sans coopération. M. Kenyatta a renouvelé l'engagement du Kenya à mettre en œuvre le programme sur les changements climatiques, à travailler avec des partenaires du secteur privé et à appuyer le multilatéralisme ainsi que les institutions multilatérales. Enfin, il a demandé que des efforts collectifs soient déployés afin de créer des communautés durables pour les générations présentes et futures.

II. Débat de politique générale sur la création d'un environnement propice à l'innovation

26. La session était animée par Mme Julie Gichuru. Les intervenants étaient Mme Elin Olsson, Secrétaire d'État suédoise ; Mme Wallis Goelen, Conseillère auprès du Directeur général adjoint de la Direction générale de la politique régionale et urbaine de la Commission européenne (REGIO) ; M. Siraj Sait, Directeur de l'Université de Londres-Est ; Mme Irene Campos Gómez, Ministre costaricienne du logement et des établissements humains ; et Mme Fatimatou Abdel Malick, du Conseil régional de Nouakchott (Mauritanie).

27. Dans son allocution, Mme Olsson a déclaré que, pour réussir à mettre en œuvre le Programme 2030 et le Nouveau Programme pour les villes, il était important de tenir compte de quatre questions nouvelles qui présentaient non seulement des risques mais également des opportunités pour le développement urbain durable et étaient recensées dans la Stratégie à l'échelle du système des Nations Unies dans le domaine du développement urbain durable. Les quatre questions étaient la transformation numérique et les nouvelles technologies ; la privatisation et l'anti-multilatéralisme ; l'utilisation des terres et la pénurie des ressources ; ainsi que l'adaptation, la décarbonation et la migration. Afin de réaliser un développement urbain durable et résilient, des mesures prises tant par le secteur public que le secteur privé étaient nécessaires pour ces quatre questions aux niveaux mondial, national, régional et local. Ces mesures, selon elle, devaient en particulier viser à éviter les erreurs passées, notamment en mettant fin à l'actuelle dépendance envers les combustibles fossiles et en opérant une véritable transition vers une croissance verte ; à partager des informations afin d'accélérer la transposition à plus grande échelle et l'intégration des bonnes pratiques et des enseignements acquis ; à veiller à ce que l'innovation soit basée sur des conditions locales et une planification participative ; et à trouver des solutions multifonctionnelles permettant de résoudre de multiples problèmes d'une manière intégrée. Par exemple, les solutions d'atténuation des changements climatiques devaient également favoriser la justice sociale et la diversité biologique. Un autre exemple était donné par l'accent mis actuellement par la Suède sur des solutions innovantes visant à construire des villes avec du bois tout en assurant une gestion durable des forêts.

28. Dans son exposé, Mme Goelen a affirmé que l'innovation en vue d'une urbanisation durable n'était pas spontanée et nécessitait des politiques et des interventions adéquates. Dans le contexte de l'Union européenne, une intervention de ce type avait été la mise en place d'une plateforme institutionnelle innovante rassemblant, sur un pied d'égalité, les villes, les États membres et la Commission européenne afin de faire des propositions visant à améliorer la réglementation du développement urbain, son financement ainsi que les connaissances sur le sujet, dans le cadre du programme urbain de l'Union européenne. Au titre de ce programme, des partenariats avaient été créés dans des domaines tels que la pauvreté urbaine, la transition numérique, l'adaptation aux changements climatiques, les marchés publics, l'utilisation durable des terres et l'économie circulaire. L'Union européenne avait également adopté une politique de cohésion territoriale pour appuyer l'innovation aux moyens de stratégies de développement territorial, bénéficiant d'un budget initial de 370 milliards d'euros sur sept ans et prévoyant des investissements dans les technologies de l'information et de la communication. La politique comprenait une approche de spécialisation intelligente, dans le cadre de laquelle chaque région pourrait déterminer et renforcer ses propres avantages concurrentiels et entreprendre une planification ascendante en consultation avec toutes les parties prenantes concernées, notamment celles du secteur privé. Enfin, au niveau des villes, l'Union européenne avait lancé un projet visant à sélectionner et cofinancer 55 innovations dans des domaines tels que la transition numérique, l'économie circulaire et l'adaptation aux changements climatiques, afin de définir, tester et transposer à plus grande échelle des prototypes pour l'innovation, en vue de transférer les résultats positifs vers différents endroits d'Europe et au-delà.

29. Dans son allocution, M. Sait a attiré l'attention sur le rôle des parties prenantes dans la création de solutions innovantes pour les établissements humains et les villes, soulignant que, durant le premier Forum mondial des parties prenantes, qui s'est tenu juste avant la session actuelle, les parties prenantes avaient examiné la question de l'innovation en vue de concrétiser la vision d'établissements humains et de villes inclusifs, prospères, dynamiques et durables et avaient démontré leur volonté de collaborer de manière proactive avec les gouvernements et d'autres partenaires à tous les niveaux afin de faire de cette vision une réalité grâce à la fourniture d'informations, de solutions fondées sur des données factuelles, de technologies et de fonds. Il a laissé entendre que les communautés locales, en tant que principaux créateurs de solutions et de pratiques pouvant être partagées et transposées à plus grande échelle, étaient les plus grands innovateurs et que, pour réaliser un développement urbain durable, les États membres devaient collaborer avec les parties prenantes dans toutes les phases du programme de développement urbain durable, notamment dans la conception, la mise en œuvre et la surveillance des politiques de développement urbain. De façon similaire, il était important de renforcer

les capacités des parties prenantes leur permettant d'élaborer des orientations pratiques et fondées sur des données factuelles pour des villes et des établissements humains durables.

30. Dans son exposé, Mme Gómez a mis en avant plusieurs mesures prises par le Gouvernement costaricain pour promouvoir l'innovation en vue d'un développement urbain durable. Parmi ces mesures figuraient la création d'un fonds spécial pour appuyer les petites entreprises actives dans le développement d'innovations technologiques ; la fourniture d'une assistance technique et d'autres types de soutien aux innovateurs ; la mise en place, en collaboration avec une organisation non gouvernementale, d'une plateforme monétaire virtuelle permettant aux citoyens d'échanger des déchets solides ayant une certaine valeur contre des biens et des services ; la création d'un prix pour récompenser des organisations et des territoires qui avaient amélioré leurs conditions environnementales, sociales et de travail ; et l'adoption d'un plan visant à décarboner l'économie d'ici l'année 2050, ce qui correspondait aux objectifs du Nouveau Programme pour les villes. En outre, le Gouvernement avait commencé à élaborer de nouveaux mécanismes pour le financement des logements sociaux et d'autres projets d'urbanisation et travaillait en étroite collaboration avec la municipalité de San José pour développer une « ville technologique » qui rassemblerait des entreprises innovantes et des universités. En conclusion, elle a déclaré que l'innovation ne concernait pas uniquement les produits ou la science et la technologie, mais qu'il s'agissait également de faire des choses de façon innovante et de renforcer les capacités des innovateurs.

31. Dans son allocution, Mme Malick a souligné le rôle crucial que jouaient les administrations régionales et locales dans la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes, étant donné qu'elles étaient proches des populations et qu'elles disposaient d'informations de première main sur leurs besoins et les problèmes qu'elles rencontraient et réfléchissaient constamment sur la manière de concevoir des solutions novatrices pour répondre à ces besoins et surmonter ces difficultés. Elle a indiqué que la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes exigeait une étroite collaboration d'ONU-Habitat et d'autres partenaires avec les administrations régionales et locales et leurs réseaux et populations, ainsi qu'avec la société civile et le secteur privé, et son application effective à l'échelon local. Étant donné que la marginalisation des administrations locales et régionales conduisait à l'instabilité, et que la stabilité était nécessaire au développement, il était également essentiel de développer et renforcer les capacités desdites administrations et d'augmenter leurs recettes. Elle a ensuite décrit deux exemples d'applications novatrices développées en Mauritanie. La première était une application géo-localisée pour augmenter les recettes fiscales, qui avait permis de multiplier par deux les recettes et de renforcer l'égalité, grâce notamment à l'augmentation des allocations de fonds versées aux femmes chefs de famille. La seconde était une application destinée à créer des possibilités d'emploi pour les jeunes, qui contribuerait également à prévenir leur participation à des activités terroristes et criminelles.

32. Au cours du débat qui a suivi, en réponse aux commentaires des participants, Mme Wallis a déclaré que pour mieux comprendre l'urbanisation, mettre en place des politiques urbaines fondées sur des données factuelles et éviter des problèmes tels que l'étalement des villes, il était nécessaire d'innover en matière de mesure, de suivi et d'établissement de rapports. Il était en particulier nécessaire d'aller au-delà des données statistiques traditionnelles et d'obtenir des données qui rendaient possibles les projections à long terme, comme les données spatiales, les mégadonnées et les données ouvertes, ainsi que les données issues de la mobilisation des parties prenantes. Concernant le continuum rural-urbain, elle a dit que le modèle européen d'urbanisation était polycentrique et comprenait des réseaux de villes et agglomérations de tailles différentes qui étaient liées les unes aux autres, et reconnu qu'aucune ville n'opérait isolément du territoire dans lequel elle s'inscrivait. Enfin, elle a souligné que les villes faisaient souvent face à des défis sociaux, et c'était pourquoi l'Union européenne appuyait le développement d'innovations sociales, en particulier par les administrations locales et les entreprises, en les incitant à expérimenter et, partant, à contribuer à un développement local durable.

33. Répondant au commentaire d'un participant concernant la difficulté qu'il y avait à faire de la planification urbaine en cas de crise grave ou d'instabilité, Mme Olsson a déclaré que de telles situations mettaient en exergue l'importance des travaux menés par ONU-Habitat à l'appui des gouvernements qui se trouvaient face à des crises urbaines, comme illustré par le projet de plan stratégique pour la période 2020-2025. Elle a indiqué qu'une fois atteint un certain niveau de stabilité, les gouvernements devraient s'attacher à instaurer des solutions multifonctionnelles à long terme et prendre en compte le continuum rural-urbain, pour garantir que tout le monde ait accès à la prospérité accompagnant l'urbanisation.

34. En réponse à une question du modérateur, Mme Gómez a déclaré que pour éviter que la recherche de l'innovation devienne une fin en soi, il était important de définir quels étaient exactement les objectifs poursuivis – par exemple, une meilleure gestion des déchets et des taux de recyclage plus

élevés. Elle a réaffirmé que l'innovation n'était pas qu'une question de science, de technologie ou de données, mais qu'elle portait aussi sur la manière d'aborder des questions spécifiques – par exemple, comment créer et financer des infrastructures.

35. En réponse à une ultime question du modérateur, Mme Malick a déclaré que si l'urbanisation offrait aux personnes de nouvelles possibilités de se rencontrer et d'échanger des idées, elle présentait également des risques accrus, car les villes pouvaient héberger le terrorisme, la haine et la discrimination. Il était donc important que les administrations nationales et infranationales examinent la composition de leurs populations, et que les autorités locales aient le mandat et le pouvoir, grâce à des processus effectifs de décentralisation, de refléter dans les politiques locales l'expérience de leurs populations.

III. Débat sur les villes et communautés et la mise en œuvre, les partenariats et les bonnes pratiques

36. La séance a été animée par Mme Julie Gichuru. Les intervenants étaient M. Basim bin Yacoub Al-Hamer, Ministre du logement de Bahreïn ; M. Ridwan Kamil, Gouverneur de la province occidentale de Java (Indonésie) ; Mme Noraini Binti Roslan, Maire de Subang Jaya (Malaisie) ; Mme Joyce Msuya, Directrice exécutive par intérim du PNUE et Sous-Secrétaire générale ; M. Alex Awiti, Vice-recteur pour l'Afrique de l'Est, Université Aga Khan, Kenya ; et Mme Cezanne Maherali, responsable stratégique pour Uber en Afrique de l'Est.

37. Interrogée sur la façon dont le changement pourrait être adéquatement mis en œuvre, ainsi que sur la manière de se montrer plus innovant, Mme Msuya a déclaré que le PNUE offrait des solutions répondant à des demandes précises des autorités et partenaires au sein des États membres, vu que les communautés locales étaient mieux placées pour diagnostiquer les problèmes liés à l'environnement et l'aménagement urbain. Les défis étaient si considérables que les solutions particulières étaient insuffisantes et, pour parvenir à faire une différence pour les populations et l'environnement, il était nécessaire d'instaurer des partenariats novateurs.

38. En réponse à une question concernant la collaboration avec les citoyens, M. bin Yacoub Al-Hamer estimait que c'était ainsi que l'on parviendrait aux solutions les plus novatrices et les meilleures. L'innovation aujourd'hui était étroitement liée aux technologies intelligentes ; les pouvoirs publics devaient donc mettre en place les infrastructures nécessaires pour permettre au secteur privé de contribuer et créer un système de suivi adapté, pour une rétroaction constante que les autorités pourraient utiliser pour prendre en amont des décisions servant l'intérêt public.

39. M. Kamil, pour sa part, a affirmé que les dirigeants devaient susciter des changements. Dans sa culture, chacun voulait être sujet et non objet du développement. Son gouvernement était passé d'une approche « à triple hélice » associant les milieux académiques, les entreprises et les pouvoirs publics, à une approche « penta » impliquant la triple hélice susmentionnée ainsi que la communauté et les médias. Il passait également de la gouvernance réglementée au « gouvernement 3.0 », au sein duquel toutes les parties prenantes étaient des sujets du développement. Enfin, la population de sa ville ne se sentait pas représentée par le Parlement et voulait faire entendre sa voix directement ; c'est pourquoi 19 responsables locaux le conseillaient maintenant directement et 150 dirigeants conseillaient 40 départements.

40. En réponse à une question du modérateur, Mme Roslan a déclaré que les objectifs de développement durable créaient des cibles communes sur des questions d'importance mondiale. Le défi consistait à passer des réalisations régionales aux réalisations locales. Le Gouvernement de Malaisie avait mis en place un système de notation pour les autorités locales fondé sur 70 indicateurs qui les poussait à innover pour soutenir la concurrence avec les autres autorités ou maintenir leur statut cinq étoiles. Elle avait lancé, au sein de nombreux systèmes de logement à faible coût dans sa région, un programme d'autonomisation de la communauté, dans le cadre duquel on demandait aux citoyens quels étaient les problèmes auxquels ils se heurtaient, avant de présenter lesdits problèmes aux organisations non gouvernementales, entreprises et organismes compétents qui pourraient offrir une solution.

41. Interrogée sur le rôle du secteur privé pour stimuler l'innovation, Mme Maherali a dit que, lorsque l'on pensait à la mobilité future, on imaginait un monde avec moins de voitures, lesquelles seraient plus efficaces et utilisées au maximum de leur capacité. La technologie était un excellent moyen de réduire le nombre de voitures privées, puisque les smartphones pouvaient être utilisés pour faire un trajet en toute sécurité, de façon fiable et à moindre coût. Uber avait introduit des innovations pour rendre la mobilité abordable, avec notamment des services comme uberCHAPCHAP, qui utilisait des voitures plus petites et moins coûteuses, et uberBODA, qui utilisait des motos. La société était

aussi devenue plus écologique, 6 % des trajets Uber aux États-Unis se faisant actuellement dans des véhicules électriques hybrides, et une petite part de chaque course à Londres servant à financer l'achat de véhicules électriques par les conducteurs, car l'intégralité de la flotte deviendrait électrique d'ici à 2025.

42. Se référant à la modularité, en réponse à une question du modérateur, M. Awiti a relevé que le Kenya, où les embouteillages paralysaient la circulation, n'avait pas trouvé de solution pour créer un système de transport collectif modulable, abordable, réaliste et efficace ; la Tanzanie, en revanche, disposait déjà d'un programme de transport rapide et le Rwanda avait créé une autorité de transport public métropolitain. Notant qu'il devait y avoir un espace pour travailler ensemble et partager les meilleures pratiques internationales, il a déclaré qu'ONU-Habitat jouait un rôle essentiel dans la mise en œuvre de partenariats et pouvait s'appuyer sur des milliers d'études de cas menées dans le monde sur le sujet de l'innovation urbaine.

43. En réponse à la remarque du modérateur concernant un décalage entre les milieux académiques et la société, il a dit que les chercheurs estimaient qu'ils ne leur incombaient pas de répondre aux besoins professionnels de la société. Déplorant le fait qu'aucune des très nombreuses universités de Nairobi ne collaborait avec le gouverneur pour résoudre les problèmes du comté, et que les gouvernements d'Afrique de l'Est recouraient souvent aux services de consultants externes qui ne comprenaient pas la situation locale, il a demandé comment faire pour que les milieux universitaires soient intégrés au débat, comme cela s'était produit à New York et à Chicago.

44. Interrogée sur le décalage avec la jeunesse, Mme Msuya a indiqué que le PNUE avait adopté la communication par les médias sociaux en réponse à l'activisme des jeunes sur les changements climatiques au Kenya et dans le reste du monde. Il avait également fait venir des jeunes pour mettre à l'épreuve les idées issues de différentes cultures, et les Africains de l'Est avaient à cet égard proposé d'utiliser le kiswahili pour impliquer la population locale.

45. M. bin Yacoub Al-Hamer a fait observer que la communication avec les personnes devait être un processus continu, avec un retour constant tendant à façonner les politiques et améliorer les résultats.

46. Interrogé sur ce qu'il pensait de l'importance qu'il y avait à savoir à qui l'on parle, M. Kamil a dit que l'Indonésie comptait désormais plus de téléphones mobiles que de personnes, et que tous ses chefs de département utilisaient donc les médias sociaux, par comparaison avec 70 % seulement lorsqu'il avait pris ses fonctions. Cette progression dans l'utilisation avait renforcé les niveaux de confiance et contribué à la réalisation des objectifs de développement durable.

47. En réponse à la question du modérateur concernant le rôle d'ONU-Habitat à l'appui de la viabilité, Mme Roslan a dit que les objectifs de développement durable avaient établi des cibles et le Nouveau Programme pour les villes, des approches, ajoutant que ces plateformes pouvaient être utilisées par toutes les autorités locales aux fins de partager des connaissances et trouver des ressources.

48. M. bin Yacoub Al-Hamer a reconnu que les responsables gouvernementaux recevaient en général des commentaires négatifs au travers des médias sociaux et qu'ils réagissaient souvent de manière excessive, mais il a dit qu'il était temps de créer une unité destinée à recevoir les questions et commentaires, lesquels serviraient à créer une base de connaissances au service des citoyens.

49. Interrogée sur la façon dont ONU-Habitat pourrait collaborer avec le secteur privé, Mme Maherali a déclaré que si une grande partie de son travail au quotidien consistait à entrer en contact avec tous les niveaux de gouvernement et sensibiliser au modèle opérationnel d'Uber ainsi qu'à son impact potentiel, il existait néanmoins un écart entre la tenue de ces conversations et la concrétisation de leur contenu ; elle a ajouté qu'ONU-Habitat était un interlocuteur capable de réunir gouvernement et secteur privé pour atteindre des objectifs communs.

50. Le modérateur a demandé à tous les participants de définir leur vision de ce qui était possible, ainsi que les mesures nécessaires pour engendrer des solutions novatrices. M. Awiti a dit qu'il existait d'énormes lacunes dans la gouvernance urbaine ; que les relations entre villes et gouvernement n'étaient pas claires ; et que l'administration urbaine était en pleine évolution au Kenya et en Ouganda, ce qui rendait la planification inefficace. Les médias sociaux pourraient aider à créer, dans le cadre du suivi urbain, des conversations accessibles entre citoyens et prestataires de services urbains.

51. M. bin Yacoub Al-Hamer a déclaré que les innovations étaient un processus d'apprentissage permanent et que le gouvernement devrait appliquer une approche progressive plutôt que radicale, en se fondant sur les capacités locales.

52. Mme Roslan a indiqué que tous les pays et communautés disposaient de ressources, mais que les communautés devaient travailler ensemble et s'aider elles-mêmes. Elle a souligné l'importance qu'il y avait à autonomiser les ménages à bas revenu en leur donnant des ressources. Elle avait par exemple démarré des projets de jardinage en milieu urbain, qui avaient débouché sur des ressources alimentaires.

53. M. Kamil a proposé que la notion de projet de logement se transforme en projet de communauté, la notion de communauté comportant de multiples facettes, telles que le respect de la nature et l'inclusivité.

54. Mme Maherali a déclaré que les villes devaient être organisées en fonction des piétons plutôt que des voitures et que toutes les parties prenantes devaient collaborer à cette fin. Le secteur privé souhaitait disposer d'un environnement de test afin de pouvoir collaborer avec les gouvernements pour mettre des idées à l'essai et tirer des enseignements des erreurs éventuelles.

55. M. Awiti a indiqué avoir foi en l'avenir, qui serait urbain et jeune, notamment en Afrique, où l'âge médian est de 19 ans, ainsi que dans les pays du Sud en général. L'Afrique apprendrait des erreurs des autres et construirait des villes plus grandes et meilleures, axées sur les communautés. Alors que la technologie 4G avait renforcé les capacités d'un point de vue quantitatif, la 5G révolutionnerait presque tous les domaines, tels que la gestion de l'eau, des réseaux d'assainissement et des fuites, résultant en des villes plus sûres, en particulier pour les femmes, plus efficaces et dotées d'une infrastructure intelligente. Parallèlement, les solutions à faible technicité pouvaient résoudre des problèmes relatifs, entre autres, à l'eau, à l'assainissement et au logement. Le renforcement des communautés et la reconnaissance de l'espace urbain comme le village connecté moderne transformerait la façon dont les personnes pensaient l'avenir.

56. Mme Msuya a remarqué que le monde allait bien mieux qu'avant la Seconde Guerre mondiale. La technologie offrait de nombreuses possibilités d'apprentissage aux jeunes et leur donnait une voix pour influencer le paysage politique. Il importait d'examiner la façon dont les plateformes telles qu'ONU-Habitat pouvaient servir à échanger les données d'expériences réussies dans d'autres régions du monde. L'innovation supposait la prise de risque et les décideurs, les communautés et le secteur privé devaient déterminer s'ils remettaient suffisamment leurs préjugés en question et s'ils se mettaient en position de vulnérabilité, de manière à être porteurs de changement.

57. Un participant, répondant à une question de la modératrice concernant la façon dont les jeunes pourraient participer aux solutions et partenariats novateurs, a déclaré que les jeunes détenaient des solutions et devaient établir un dialogue avec le secteur privé. Soulignant la faible présence de jeunes dans la salle, il a ajouté qu'il fallait leur donner la possibilité d'exprimer leurs opinions.

IV. Débat sur le secteur privé et l'investissement dans l'innovation urbaine

58. Mme Julie Gichuru a animé la session. Les participants étaient les suivants : Mme Shamoy Hajare, entrepreneuse sociale et membre du Conseil consultatif de la jeunesse d'ONU-Habitat ; Mme Marina Klemensiewicz, Secrétaire à l'infrastructure urbaine auprès du Ministère argentin de l'intérieur, des travaux publics et du logement ; M. Ulrich Sierau, Maire de Dortmund (Allemagne) ; M. James Hanna, Directeur de l'initiative Datacenter Community Development de Microsoft ; M. François Pitti, Directeur de la prospective et du marketing stratégique chez Bouygues ; et M. Marc Collins Chen, cofondateur et Président-Directeur général d'Oceanix.

59. Dans son allocution, Mme Hajare a déclaré que toutes les parties prenantes, y compris les gouvernements, les organisations multilatérales et les organisations non gouvernementales, devraient participer à l'instauration de conditions propices à l'innovation par les jeunes et qu'il fallait investir dans l'innovation en fonction des besoins. Ainsi, les mesures de promotion de l'entrepreneuriat dans le domaine des économies bleue et verte répondaient au besoin de mesures drastiques pour lutter contre les changements climatiques, sans lesquelles il serait impossible de préserver l'avenir des entreprises comme celui de l'humanité.

60. Dans son allocution, Mme Klemensiewicz a souligné que les gouvernements jouaient un rôle crucial dans l'instauration de conditions propices à l'investissement du secteur privé. Le gouvernement argentin avait quant à lui reconnu qu'il fallait améliorer les infrastructures de base comme condition préalable à l'innovation et à l'investissement du secteur privé. Par conséquent, il avait collaboré avec ONU-Habitat pour élaborer la toute première politique urbaine nationale du pays, dont la mise en œuvre était couronnée de succès. Une loi relative aux partenariats public-privé avait également été récemment promulguée en vue de mettre en place un cadre à long terme adapté à l'investissement du secteur privé en Argentine.

61. Dans son allocution, M. Sierau a fait valoir que la croissance durable de la ville de Dortmund en tant que pôle technologique doté d'un écosystème plein de vie avait été rendue possible par l'élaboration d'un cadre public pour l'investissement privé. Au cours de ce processus, l'autorité municipale avait dialogué avec le secteur privé pour définir ses besoins en matière d'investissement et avait collaboré avec les parties prenantes afin d'intégrer la croissance économique au Projet Dortmund, une initiative lancée en 2000. Répondant favorablement à la consultation menée pour définir leurs besoins, les investisseurs privés avaient été attirés par les nombreuses jeunes entreprises de la ville spécialisées dans le domaine de la technologie, lesquelles avaient par la suite connu une croissance importante qui avait permis la création de milliers d'emplois.

62. M. Hanna a souligné dans son allocution que la protection éclairée des intérêts privés était au cœur du dialogue avec le secteur privé. Bien que le profit demeure son objectif principal, le secteur privé avait compris l'intérêt commercial que présentait l'investissement dans des domaines essentiels pour la mission d'organisations telles qu'ONU-Habitat et des gouvernements, comme en témoignait l'utilisation du jeu vidéo Minecraft comme outil participatif communautaire pour la conception des espaces publics. Le secteur privé pouvait en effet contribuer à cette mission sans renoncer à son profit, dans la mesure où les intérêts étaient désormais communs, bien que la réussite se mesure différemment de part et d'autre. Il n'y avait pas de risque que la différence entraîne une divergence, pour autant qu'elle comprenne un système commun d'évaluation de la réussite pour le secteur privé et ses nouveaux partenaires.

63. Dans son allocution, M. Pitti a estimé que la présence combinée d'acteurs locaux, nationaux et privés dans le présent dialogue témoignait des changements en cours. Pour progresser sur la voie de l'innovation il était avant tout essentiel de disposer d'un écosystème ouvert sur le monde, symétrique et réciproque, lequel devait d'abord reposer sur la confiance que venait consolider un cadre réglementaire promouvant également, entre autres, l'investissement et la recherche-développement. Par ailleurs, il fallait concrétiser les rêves en travaillant avec les parties prenantes à la conception de l'avenir, ce à quoi tendait City Play, un outil élaboré par Bouygues à cette fin. Enfin, il était indispensable d'adopter une démarche systémique en matière d'innovation et d'investissement, afin de surmonter les défis complexes que présentait la gestion d'une ville.

64. Dans son allocution, M. Collins Chen a déclaré que le partenariat entre son entreprise, Oceanix, et ONU-Habitat, reposait sur la notion selon laquelle la croissance actuelle des villes côtières n'était pas durable, notamment au regard de facteurs inévitables tels que la hausse du niveau des mers. Oceanix était par conséquent en train de poursuivre l'élaboration de son concept de villes flottantes et dialoguait avec les décideurs afin de définir leurs besoins dans ce domaine. Cependant, il fallait accélérer le processus de suppression des obstacles et de renforcement de l'ouverture et de la confiance indispensables aux partenariats public-privé, afin de parvenir à une innovation fluide et de dépasser le statu quo, une condition reconnue comme essentielle à la garantie d'un avenir meilleur par le biais de la réalisation des objectifs de développement durable. ONU-Habitat pouvait avoir un rôle intéressant à jouer à cet égard en mettant rapidement en contact des jeunes entreprises novatrices et des villes petites ou moyennes, de sorte que leurs idées soient mises en pratique dès que possible, plutôt que de faire l'objet d'un long processus de prise de décisions.

65. Au cours des débats qui ont suivi, Mme Klemensiewicz a fait savoir que l'investissement en Argentine était concentré sur Buenos Aires, où vivait la moitié de la population du pays. Par conséquent, il revenait au Gouvernement argentin de répartir l'investissement dans les innombrables villes petites ou moyennes du pays. Par suite de la politique urbaine nationale et de la récente loi relative aux partenariats public-privé, le Gouvernement avait établi un dialogue avec le secteur privé et adopté une démarche transversale en matière d'investissement dans les domaines, entre autres, du logement durable, des aéroports, des télécommunications et des parcs solaires. Œuvrer dans ce cadre au renforcement des capacités locales et des relations confiance, tout à fait primordiales, avec le secteur privé permettait de veiller à ce que les avantages de l'investissement privé se répandent dans tout le pays.

66. M. Sierau, répondant à une question de la modératrice, a souligné que les jeunes entreprises de Dortmund avaient obtenu leur financement initial auprès de sources locales, fédérales ou relevant de l'Union européenne, en fonction de leur secteur d'activité, suivi de subventions pour promouvoir leur entrée sur le marché. Outre le financement et la confiance, la rapidité était une condition de l'innovation, en particulier au vu de la compétition dans ce domaine. Il était bien plus rapide d'innover dans des villes moyennes telles que Dortmund, qui, par conséquent, attiraient les investisseurs, et les réussites obtenues à cette échelle pouvaient également être reproduites plus rapidement ailleurs dans le monde.

67. Un représentant a reconnu que l'efficacité de l'investissement dans l'innovation urbaine dépendait de la justesse des priorités stratégiques définies et de la réactivité face aux besoins locaux. Par le passé, les autorités nationales de son pays avaient commis l'erreur de penser qu'une action de développement limitée à quelques villes se répandrait à terme dans le reste du pays. Au contraire, des résultats positifs avaient été obtenus en faisant des mesures de lutte contre la pollution urbaine une priorité stratégique, en réponse à la demande de la population.

68. Mme Hajare s'est demandé si les impressionnantes initiatives en cours présentaient des composantes tenant compte des jeunes et si les propositions des jeunes quant à la façon d'atteindre les objectifs de développement durable étaient jamais prises en compte. Son établissement, la Jamaica School for Social Entrepreneurship, organisait la formation et le renforcement des capacités des jeunes en vue de leur enseigner des compétences monnayables, mais à leur entrée sur le marché du travail, ses jeunes diplômés étaient néanmoins considérés comme des investissements moins rentables que les adultes. Dans un monde majoritairement jeune, il était paradoxal que l'innovation et l'investissement ne tiennent généralement pas compte des jeunes. Au contraire, l'investissement devrait être dirigé vers les besoins exprimés par les jeunes, auxquels il fallait répondre pour que l'innovation et la technologie soient exploitées de manière à promouvoir efficacement la résilience.

69. M. Sierau a annoncé qu'il avait lancé un forum des jeunes à Dortmund après que des jeunes se soient plaints que leurs idées n'étaient pas entendues. Il avait pris conscience qu'il importait d'écouter les jeunes générations et d'apprendre d'elles, comme en témoignaient les jeunes militants pour le climat faisant la une des médias.

70. Mme Klemensiewicz a déclaré que les jeunes pouvaient grandement aider les responsables gouvernementaux à ne pas suivre les sentiers battus et avaient un rôle déterminant à jouer dans la résolution des problèmes relatifs à la jeunesse urbaine, qui avaient un caractère transversal et supposaient une démarche multidimensionnelle. L'Argentine avait mis en place des mesures juridiques et autres pour promouvoir l'entrepreneuriat et l'innovation par les jeunes, y compris au moyen de financements publics.

71. M. Pitti a convenu que l'écoute des jeunes du monde entier était d'une importance vitale et a ajouté que des jeunes participaient aujourd'hui à tous les projets de Bouygues, y compris City Play. Par ailleurs, Bouygues avait mené une expérience ambitieuse avec des étudiants en matière de conception conjointe de villes intelligentes et avait recueilli leurs points de vue sur la manière de faire coexister la technologie numérique et les êtres humains. La multitude de réponses reçues était enthousiasmante et avait révélé, de façon surprenante, que les jeunes générations prenaient plaisir à se déconnecter de la technologie et à la sensation de calme qui en résultait. L'écoute de ces générations était désormais au cœur de tous les processus de Bouygues.

72. M. Hanna a reconnu que l'écoute était cruciale mais a souligné qu'il fallait également offrir aux jeunes générations les outils de la réussite dans le cadre d'un processus entrepris dès le plus jeune âge. À cet égard, les investissements visant à introduire la technologie dans les salles de classe et à promouvoir l'attractivité des carrières dans le domaine de la technologie comme une route légitime vers le succès, notamment pour les jeunes femmes, étaient particulièrement utiles. Les jeunes dominaient déjà le secteur de la technologie. Outre leurs idées hautement novatrices, leur génération était la plus à même d'imaginer l'avenir et de concevoir les produits, solutions et partenariats correspondants, orientant ainsi le secteur sur le chemin de la réussite. Il ne fallait cependant pas délaisser le côté humain de l'équation et les possibilités offertes par les compétences acquises. La technologie n'était en réalité qu'un outil pour que les êtres humains comprennent les chemins les menant vers la réussite. En l'absence d'espoir et d'ambition, la technologie importait peu.

73. À ce sujet, Mme Hajare a souligné l'importance des stages d'apprentissage pour ce qui était de combler les lacunes de compétences et a fait remarquer que les jeunes constituaient un atout précieux pour le transfert de compétences.

74. M. Collins Chen a déclaré qu'il fallait indubitablement davantage écouter les jeunes mais a précisé qu'il en allait de même avec les anciennes générations, qui subissaient souvent une discrimination fondée sur l'âge. L'époque actuelle appartenait aux jeunes générations, qui étaient plus à même d'en affronter les changements rapides et dont certains représentants avaient acquis une reconnaissance internationale auparavant impensable pour des personnes de leur âge. Concernant la chaîne d'approvisionnement de son entreprise, M. Collins Chen a indiqué qu'Oceanix était immatriculée à Hong Kong mais que ses équipes d'architectes, d'ingénieurs et autres étaient entièrement internationales. Il lui fallait accéder à des connaissances et des fournisseurs locaux pour concrétiser son ambition de fournir des logements abordables aux villes côtières du monde entier.

-
75. La modératrice a demandé aux participants de citer un changement clé qui, selon eux, permettrait de progresser vers des villes sûres, inclusives et durables.
76. Mme Hajare a déclaré qu'une ville durable devait ménager une place à toutes les générations mais qu'il fallait prendre au sérieux le point de vue des jeunes et y donner suite, au moyen d'investissements orientés vers leurs besoins.
77. M. Collins Chen a estimé que toutes les activités relatives aux villes devaient être modulées en faveur d'un monde plus juste pour tous et tenir compte de la nature et de l'environnement en vue d'une viabilité à long terme.
78. Mme Klemensiewicz a indiqué que les processus collectifs intégrant plus d'un point de vue étaient indispensables à la viabilité et qu'il revenait aux gouvernements de veiller à ce que les points de vue de l'ensemble des parties prenantes soient pris en compte dans leur processus de prise de décisions.
79. M. Sierau, secondant cette opinion, a ajouté qu'il fallait mettre en place des processus plus spontanés et pratiques, afin de combler les lacunes en matière d'innovation parfois imputables aux législations nationales, et accélérer la prise de mesures.
80. M. Hanna a souligné qu'il fallait en priorité mettre l'accent sur la transposition rapide des meilleures pratiques à plus grande échelle, par le biais d'organismes centraux et puissants tels qu'ONU-Habitat, et sur la coopération en vue d'élaborer des normes communes en matière d'innovation.
81. M. Pitti a déclaré que les dimensions sociale, économique et environnementale de l'inclusivité étaient au cœur du développement durable et devaient chacune faire l'objet d'une attention égale. Les facteurs souhaités de rapidité et d'efficacité seraient également favorisés si ONU-Habitat jouait le rôle de plateforme centrale de réflexion ou de laboratoire vivant d'un réseau mondial de parties prenantes.
-